



Omar Aktouf : "Les Algériens réclament l'éradication du système qui sévit depuis l'indépendance"

Par [Omar Aktouf](#) et [Sameer Ben](#)

Mondialisation.ca, 08 mars 2019

[El Watan](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Entretien réalisé à Montréal par Sameer Ben

Le professeur en management à HEC Montréal, Omar Aktouf, suspend "exceptionnellement" le temps d'un entretien qu'il a accordé à El Watan son retrait volontaire de la participation à la vie publique en Algérie et qu'il avait longuement expliqué en septembre 2016 dans une contribution publiée sur nos colonnes sous le titre " Mon testament intellectuel".

La situation politique que vit actuellement le pays avec la candidature du président sortant à un cinquième mandat et qui fait face, lui et son système, à une contestation populaire de plus en plus grandissante, ont fini par convaincre Omar Aktouf de parler. Il a d'ailleurs participé à la grande manifestation tenue dimanche dernier devant le consulat d'Algérie à Montréal.

Il y a deux ans et demi, vous aviez décidé de ne plus vous prononcer sur ce qui se passe en Algérie. Pourquoi reprenez-vous la parole maintenant ?

J'accepte de sortir de ma réserve, de mon renoncement à me mêler des affaires algériennes depuis mon « testament intellectuel » il y a plus de deux ans parce que la grande gravité de la situation actuelle l'exige.

Quelles seraient selon vous les raisons qui ont poussé les Algériens à sortir dans la rue ?

J'ai deux hypothèses pour ce qui est des raisons du soulèvement populaire actuel en Algérie. La première serait que la dégringolade des conditions de vie des Algériens ait provoqué un ras le bol généralisé dû aux conséquences de la chute des prix des hydrocarbures depuis 2014 et au recours à la planche à billet depuis le Gouvernement Ouyahia. Cela a provoqué inflation galopante, chute du Dinar, appauvrissement supplémentaire des gens.

La combinaison de ces éléments a fait que le pouvoir d'achat de l'Algérien a chuté sans doute comme jamais depuis l'Indépendance, en même temps que sa qualité de vie en général, qui n'était déjà pas reluisante. C'est là une goutte qui s'est ajoutée à un « vase » plus que rempli. Si on y rajoute l'insolent étalage des richesses d'une oligarchie ploutocratique qui s'affiche ostensiblement avec le pouvoir ; les révélations sur les « acquisitions » d'appartements, de biens immobiliers, de commerces... à l'étranger (par

cette oligarchies et aussi par des membres des premiers cercles du pouvoir et leurs familles) ; les avalanches de scandales (importation massive de drogue, corruptions tous azimuts, malfaçons et magouilles à la chaîne autour des autoroutes, de l'immobilier, les affaires Chekib, Sonatrach et j'en passe)...

On a là un cocktail qui a achevé de faire déborder le vase et poussé les citoyens à envahir les rues. L'annonce du 5^{ème} mandat pour un président en évidente incapacité de gouverner a servi de facteur déclencheur. Ma seconde hypothèse - que l'on peut combiner avec la première, serait - vu l'apparente quasi absence de répression et la retenue dès le départ des forces de l'ordre- que fort certainement, il y a désaccord dans les plus hautes sphères de l'armée et du FLN quant à la succession à la présidentielle, et que donc, certains membres influents de cette sphère auraient intérêt à ce que la rue continue à interpeller le pouvoir, faisant sans doute le pari de la « récupérer et s'en servir ».

Quelles seraient, selon vous, les évolutions probables de la situation et des risques que l'Algérie peut courir ?

Je dirai que le pouvoir n'a pas beaucoup de choix, étant donné que les revendications des manifestants dépassent de loin la seule affaire du cinquième mandat. Les Algériens réclament l'éradication du « système » d'établissement et de reconduction du pouvoir, autant politique qu'économique, « système » qui sévit depuis l'Indépendance. C'est la mise hors d'état de nuire de ce que j'ai personnellement dénommé « système Algérie » en entier qui est demandée.

Le peuple manifeste haut et fort son désir de voir cesser cette mainmise continue sur les richesses et les destinées du pays ; il n'en peut plus des jeux de « chaises musicales » de transmission à tour de rôle du pouvoir entre « clans ». Le peuple a compris depuis longtemps que « accéder à un poste de haute gouvernance » en Algérie, c'est accéder au pouvoir d'actionner tous moyens possibles pour l'enrichissement personnel. Être « commis de l'État » ou « en haute position de pouvoir » de toute nature a toujours été - et est devenu de plus en plus- (sauf rares exceptions) synonyme de constitution de fortunes personnelles et familiales.

De cela, le peuple en a assez ! Devant pareille situation, la tentation de la répression par la force serait une pure catastrophe, parce que ce peuple qui manifeste aujourd'hui n'a plus que faire de la vulgate de « légitimité révolutionnaire », ni de celle qui a brandit l'épouvantail terrorisme-islamisme. Les deux piliers sur lesquels le pouvoir s'est trop appuyé pour pérenniser sa mainmise politique. Je pense que le mouvement populaire va se renforcer et se radicaliser.

Toute tentation de répression pourrait déboucher sur un bain de sang, autrement plus grave que celui de 1988, d'autant plus que la déposition officielle de la candidature de Bouteflika, suivie de l'annonce d'une continuation de règne d'un an... ne sont qu'insultes devant les revendications du peuple. Ce peuple en a assez d'être pris pour un troupeau de moutons imbéciles ! J'en appelle donc de toute mon énergie à ce « système Algérie » et à tout ce qui gravite avec, d'enfin accepter ce que personnellement (avec bien d'autres) je crie depuis des années : « se retirer » !

Des pistes et voies de sortie ?

En faisant l'hypothèse comme je le souhaite, que le pouvoir résistera à la tentation de la

répression violente, je ne vois plus d'issues pour l'Algérie sinon, et par ordre d'urgence :

- Annoncer immédiatement le retrait des tenants actuels du pouvoir politique ; président, armée et gouvernement compris, tout en reconnaissant qu'il y a eu des années de spoliations du peuple et que des comptes seront demandés, le temps venu à tout coupable avéré – quel qu'il soit- de détournements, subornations, corruptions, malversations, accaparements illicites de biens et de richesses...
- Dissoudre l'assemblée nationale
- Mettre en place un gouvernement de salut public dont les membres seraient absolument intègres, réellement compétents et indemnes de tout soupçon de connivence avec les forces du « système Algérie » passé ou en place, oligarques et ploutocrates inclus
- Charger ce gouvernement de mettre en place les conditions d'élections crédibles (avec observateurs et journalistes étrangers, agents de l'ONU...) d'une assemblée constituante – toutes tendances et sensibilités politiques admises- en vue de l'instauration d'une seconde République, de la rédaction d'une nouvelle Constitution porteuse d'un projet de société clair, et réellement démocratique.

Sinon ?

Eh bien, sinon hélas, je crains que rien de bon ne soit à présager pour le futur. Le mouvement populaire est déjà allé assez loin pour renoncer à ses revendications ou accepter des « mesurette » comme le projet de garder Bouteflika encore un an au pouvoir, puis se donner le temps de continuer les magouilles et les traditionnelles chaises musicales entre les « clans ».

Le peuple n'est pas dupe de cette grossière manœuvre de « gain de temps », sa colère ira s'agrandissant et les conséquences risquent d'être incalculables. Comme je l'ai déjà écrit dans « Algérie entre l'exil et la curée » il y a de cela près de trente ans, « le peuple fait "sa" Révolution » ! Le pouvoir n'a que deux sorties possibles : soit le retrait total et inconditionnel, soit être responsable devant l'Histoire d'un carnage, ou d'une autre guerre civile, ou encore de scénarios à la lybienne ou à la syrienne.

La source originale de cet article est [El Watan](#)

Copyright © [Omar Aktouf](#) et [Sameer Ben, El Watan](#), 2019

Articles Par : [Omar Aktouf](#) et
[Sameer Ben](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca